

Forum tri-national multisectoriel

20 ANS D'ALÉNA: BASTA DU LIBRE-ÉCHANGE! NON AU PTP!

Mexico, du 28 au 31 janvier 2014

DÉCLARATION CONJOINTE

À vingt ans de la signature de l'ALÉNA, les organisations syndicales, paysannes, environnementales, de femmes et de Droits humains du Mexique, des États-Unis, du Canada et du Québec, se sont réunies à Mexico dans le cadre d'un Forum tri-national afin de réaliser le bilan des impacts de l'accord sur les droits humains, sociaux, environnementaux, culturels et les droits du travail. Nous déclarons que les bienfaits de l'ALÉNA ont été largement surestimés dans le but de le vendre à la population. Non seulement les promesses n'ont pas été remplies mais nous avons assisté à l'augmentation des inégalités, à l'appauvrissement de la grande majorité de la population, à la disparition de nos emplois, à la précarisation du travail, à la dégradation de l'environnement, à la détérioration de la cohésion sociale et à la hausse de la violence.

Il est clair pour nous que la politique économique et du travail imposée par les accords commerciaux conduit à une généralisation de l'exploitation et de la marchandisation des biens communs et des écosystèmes, ainsi qu'à une intensification de l'utilisation commerciale du corps des femmes.

Cela se manifeste par la privatisation des services publics et l'affaiblissement des systèmes de sécurité sociale qui ont un impact inéquitable pour les femmes qui ont la charge des soins familiaux; par la fermeture de milliers d'usines qui a conduit à l'élimination d'emplois de qualité et excluant des milliers de personnes, plus particulièrement les jeunes, du droit à la négociation collective; ainsi que par un contrôle accru des corporations transnationales sur des pans entiers de nos sociétés comme les secteurs de l'agro-alimentaire, des pêches, de l'énergie et de l'extraction des ressources naturelles. La résistance de nos peuples à ces attaques a favorisé l'augmentation de la répression à l'endroit des syndicats démocratiques et des mouvements sociaux, la violation des droits des peuples autochtones, la criminalisation de la contestation et la militarisation.

L'ALÉNA, dans son chapitre sur la protection des investissements, en particulier par le mécanisme de règlement des différends investisseurs-État, a modifié l'équilibre des forces pour favoriser les corporations transnationales. En effet, il leur a offert la possibilité de défier des lois démocratiques en plaidant devant des tribunaux spéciaux de juridiction extraterritoriale laissant les peuples sans défense et affaiblissant les protections environnementales. L'augmentation du contrôle par les corporations n'a pas servi à générer une prospérité partagée entre les peuples, mais plutôt à enrichir ces transnationales. Au Mexique, en particulier (et en Amérique Centrale avec l'accord CAFTA), nous constatons une croissance de l'économie informelle qui engendre plus de pauvreté et a obligé des millions de personnes à chercher du travail au Nord, où elles font face à une forte discrimination.

Aujourd'hui, on cherche à approfondir le mauvais modèle de l'ALÉNA au travers de nouveaux accords. en particulier le Partenariat Transpacifique (P TP), dans le but d'accroître le pouvoir des corporations transnationales et d'imposer des restrictions à la capacité de régulation des marchés par les États. Ces traités sont en train d'être négociés par nos gouvernements en secret et dans le dos des citoyens et citoyennes.

Nous, les organisations réunies dans ce forum, condamnons le modèle de l'ALÉNA et exigeons sa renégociation pour plus de transparence et d'équité entre nos peuples. Nous exigeons également :

- L'ouverture des négociations de tous ces accords commerciaux à la participation de la société civile, ce qui implique la publication préalable des textes et la mise sur pied de mécanismes d'information, de participation et de délibération sociale qui ne peuvent pas prendre la voie du « fast track ».
- L'élimination des mécanismes de règlement des différends investisseurs-État dans le but de renforcer la capacité des États de garantir les droits du travail, sociaux et environnementaux, particulièrement pour les personnes immigrantes.
- L'insertion, dans le texte de ces traités, de mécanismes efficaces de protection des droits de la personne, du travail et de l'environnement, assortis de sanctions équivalentes à celles qui résulteraient de la violation des clauses commerciales.

À ce modèle, nous opposons la supériorité des droits des personnes sur les privilèges des entreprises. c'est pourquoi nous devons développer de nouveaux modèles de coopération et d'échanges internationaux basés sur la justice, la solidarité et les plus hauts standards écologiques.

Nous nous engageons à renforcer l'articulation de nos mouvements de contestation de façon multisectorielle et trinationale dans le but d'intensifier la lutte contre ce modèle et de promouvoir des voies d'intégration nord-américaine alternatives.

À toutes les organisations civiles et aux citoyennes et citoyens en général, nous lançons un appel à la mobilisation contre le sommet des « Trois Amigos » qui aura lieu à Toluca (Mexique) le 19 février 2014, de façon à exprimer notre opposition au PTP et à toutes les autres initiatives visant à approfondir le modèle commercial en vigueur.

Déclaration approuvée le 31 janvier 2014, dans la ville de Mexico, D.F., par toutes les participantes et tous les participants de ce Forum provenant des organisations suivantes :

International:

1. IndustriALL
2. UNI Global Union

Canada:

1. United Steelworkers -USW Canada-
2. USW-Canada, Humanity Fund

3. Common Frontiers Canadá
4. Council of Canadians

Québec

5. Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)
6. Confédération des syndicats nationaux (CSN)
7. Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
8. Centrale des syndicats démocratiques (CSD)
9. Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
10. Fédération des femmes du Québec (FFQ) / Marche mondiale des femmes
11. Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des entreprises transnationales en Amérique Latine –QUISETAL
12. Le Syndicat des Métallos (FTQ)
13. Amis de la Terre - Québec / Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)
14. ATTAC-Québec (Association pour la taxation des transactions financières et l'action citoyenne)

États-Unis

15. AFL-CIO
16. United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE)
17. National Farmers Union
18. Institute for Policy Studies (IPS), Global Economy Project
19. Institute on Agriculture and Trade Policy (IATP)
20. Académicos de Universidad de Santa Barbara en los Angeles
21. Académicos de Universidad de California en los Angeles

Pérou

Latindad

Mexique

22. Red Mexicana de Acción Frente al Libre Comercio (RMALC)
23. Campaña trabajo Digno Derecho de las Mujeres
24. Red Maíz
25. COMDA
26. Red de Productores Sociales de Vivienda
27. Red Jalisciense de Derechos Humanos
28. Consejo de Pueblos del Estado de Morelos
29. ANEC
30. Totikes ANEC
31. Frente Democrático Campesino Chihuahua
32. UNORCA

33. ARIC Campeche
34. CNPA-Ecat.
35. Bastión del Granero
36. CAMPO
37. Carnaval del Maíz
38. Productores Rurales del Bajío
39. El Café de Todos, SCRL
40. Semillas de Vida
41. Unión Nacional de Trabajadores (UNT)
42. Vicepresidencia de Equidad de Género de la UNT
43. Frente Auténtico del Trabajo (FAT)
44. Sindicato Mexicano de Electricistas (SME)
45. Sindicato de Trabajadores Mineros
46. Sindicato de trabajadores de la UNAM
47. Sindicato de Telefonistas de la Republica Mexicana
48. SITIEMS
49. Sindicato Nacional de Trabajadores de General Tire de México
50. UNTYPP
51. SITIEMS
52. STIMAHCS – FAT
53. SNTHIA – FAT
54. STRACC – FAT
55. Sind. Nal. De Trab. De General Tire de Mexico
56. CACEHC Trabajadoras del Hogar
57. UPREZ
58. Sociedad Organizada en Lucha (SOL)
59. Unión Popular Valle Gómez, A.C.
60. Alianza Nacional de Cooperativas (ALCONA)
61. Sociedad Cooperativa El Zapote
62. Sociedad Cooperativa Las Vegas
63. Comisión Cuenca ríos Ameca-meca y Compañía, A.C.
64. Comisión de Bosques, Selvas y Producción Orgánica
65. Frente Amplio Opositor a la Minera San Xavier (FAO)-REMA
66. San José del Progreso, Oaxaca-REMA
67. Consejo de Ejidos y Comunidades Opositores a la Presa la Parota (CECOP)
68. Alianza Mexicana por la Autodeterminación de los Pueblos (AMAP)
69. RAPAM, A.C.
70. RASA, S.C.
71. RASA-Guerrero
72. Centro Miguel Agustín Pro Juárez (Centro PRODH)
73. Red de Género y Economía REDGE
74. Cleofas Cedillo, SPR de R.L.

75. DECA Equipo Pueblo, A.C. – Espacio DESC
76. Ebano
77. FIAN México – Espacio DESC
78. Fronteras Comunes México
79. Grupo Tacuba
80. RedccamARIC
81. SIDEC
82. Boca de Polen, A.C.
83. Brújula Metropolitana
84. SPR H. Ameyolt
85. AII Mexicana
86. CILAS
87. Seminario Permanente de Estudios Chichanos y de Fronteras (SPECHF)
88. Academicos de la UACM.
89. Académicos de la UAM-I,
90. Académicos de la UAM-X,
91. Académicos de la La ENAH
92. Testigos por la Paz

Et beaucoup d'autres à venir...